

RDÉE

Île-du-Prince-Édouard



Votre point d'entrée francophone au développement économique communautaire et entrepreneurial!

RÉALISATIONS 2007-2008

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

SERVICES AUX ENTREPRISES



Le bilan des réalisations de l'organisme délégué fait partie intégrante de ce rapport.

sdba
LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
DE LA BAIE ACADIENNE

Canada 

■ TABLE DES MATIÈRES

Message de RDÉE Canada	1	Collaboration communauté-gouvernementale	
Un aperçu national	2	a) Partages et échanges	
Message des coprésidentes du		au Forum communautaire	
Conseil consultatif	4	gouvernemental	20
Les membres du Conseil consultatif	5	b) Le Plan d'action du CDRF tire à sa fin	21
Message du gestionnaire	6	Collaboration atlantique	
L'équipe du RDÉE	7	Les RDÉE atlantique et l'APECA organisent	
Nos services	8	un forum d'échange	22
Service aux entreprises		Rapport annuel de la Société	
a) Espaces de bureau à Charlottetown	9	de développement de la Baie acadienne	23
b) Nos partenariats	9	Vision et mission	24
c) Bon nombre d'entrepreneurs desservis	10	Coordonnées	24
d) Sept entrepreneurs reconnus pour		Message du président	25
leurs contributions	11	Les membres du Conseil d'administration	25
Service aux entreprises et en DEC		Message de la directrice générale	26
a) Quatrième année de succès du		Équipe de travail	27
programme PERCÉ	12	Gestion d'édifices	27
b) Nos « Jeunes millionnaires » lancent		Activités du plan d'action	
leur entreprise	14	a) Mise en œuvre du plan d'action	
c) « Jeunes entreprises » : 200 jeunes en		2007-2008	28
apprentissage	14	b) La Place du Village rénovée	
Service en DEC		et modernisée	29
a) Le nouveau Centre Goéland ouvre		c) La région Évangéline accueille une	
ses portes	15	nouvelle pharmacie	30
b) Le guichet unique provincial		d) La SDBA participe	
www.ilebranchee.ca est lancé	16	au projet S.O.S. Relève	31
c) Le financement du CIR est renouvelé	17	e) La SDBA étudie l'énergie	
d) L'Alliance développe un passeport touristique	18	alternative	32
e) Charlottetown est envahit de Francofolies	18	Réalisation de nos objectifs	
f) Un plan DEC provincial de trois ans	19	a) Activités visant l'atteinte des objectifs	
g) La majorité des activités du		2005-2008	33
Plan Vision ont été réalisées	19		

Canada

La publication de ce rapport a été rendue possible grâce à la participation de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et du Fonds d'habilitation, une initiative du Comité national de développement économique et d'employabilité (CNDÉE) financée par le gouvernement du Canada

■ MESSAGE DE RDÉE CANADA

Le RDÉE Î.-P.-É. est un partenaire clé du réseau national

RDÉE Canada (Réseau de développement économique et d'employabilité) travaille de concert avec des organismes provinciaux et territoriaux (12 RDÉE) pour appuyer l'épanouissement et le développement des communautés francophones en situation minoritaire, et ce, depuis plus de 10 ans. En plus d'agir en tant que chef de file en développement économique communautaire dans les communautés francophones et acadiennes, le bureau national du RDÉE Canada offre à ses membres provinciaux et territoriaux une gamme importante de services d'appui et d'intervention afin de les soutenir dans leurs actions.



Le RDÉE Île-du-Prince-Édouard est en effet un partenaire clé du Réseau et agit également en tant que leader en matière de développement économique communautaire au sein des communautés acadiennes de l'Île. Je souhaite remercier madame Louise Comeau ainsi que monsieur Francis Thériault, en plus de toute leur équipe, pour leur précieuse collaboration au cours de l'exercice 2007-2008. Encore une fois cette année, leur travail a démontré que le RDÉE est une ressource essentielle pour préserver la vitalité des communautés acadiennes. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur leur leadership. Félicitations pour toutes vos belles réalisations!

Ensemble, nous contribuons activement à l'essor de l'économie canadienne. Continuons sur cette bonne voie !

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Roger Lavoie'. The signature is fluid and cursive.

Roger Lavoie
Directeur général
RDÉE Canada

■ UN APERÇU NATIONAL

Des résultats concrets d'un bout à l'autre du pays!



Au cours de la dernière année, RDÉE Canada a embauché une des firmes de consultants les plus respectées au pays, « Ronald Bisson et Associé.e.s inc. », pour effectuer une évaluation indépendante de ses opérations et des impacts de son réseau national sur la communauté acadienne et francophone du pays. L'étude s'étendait sur cinq années de fonctionnement, soit de l'année financière 2002-2003 à 2006-2007, et couvrait les 12 RDÉE provinciaux et territoriaux. (À noter que des RDÉE se trouvent dans toutes les neuf provinces et trois territoires où les francophones sont considérés minoritaires.)

Les résultats de l'étude sont très impressionnants, tant au niveau national que provincial.

Un aperçu global du réseau canadien

Les RDÉE comptent quelque 130 employés dont 100 agents de développement.

Pour l'année 2006-2007 uniquement :

- Chaque employé permanent des RDÉE provinciaux et territoriaux génère, en moyenne, 24,25 emplois indirects qui n'auraient pas été créés sans leur implication. (Total de 3 007 emplois créés, soit à titre permanent, saisonnier, temps plein ou temps partiel.)
- Chaque employé permanent des RDÉE provinciaux et territoriaux travaille, en moyenne, avec 45,22 bénévoles activement impliqués dans les projets (donc un total de 5 607 bénévoles).
- Chaque RDÉE provincial et territorial travaille, en moyenne, avec 104,2 partenaires.

- Les RDÉE ont réalisé 688 plans d'affaires, plans stratégiques et plans communautaires;
- Au total, les activités des RDÉE ont impliqué 99 512 personnes activités;
- Le parcours de réalisation d'un projet se situe généralement entre deux et trois ans.

L'évaluation conclut que les RDÉE font des progrès importants dans l'atteinte des résultats visés :

- Une accessibilité accrue à des services de qualité en français en matière de développement économique communautaire;
- Une amélioration des compétences en développement économique communautaire;

■ UN APERÇU NATIONAL

Un aperçu global du réseau canadien... suite

- Une reconnaissance accrue de la contribution des RDÉE par les divers paliers de gouvernement, surtout de la part du gouvernement fédéral et de certaines municipalités;
- Une augmentation du nombre de projets pertinents de développement économique communautaire réalisés en français.
- Les RDÉE ont une forte capacité de recherche qui leur permet de connaître les besoins des communautés francophones en matière de développement économique communautaire;
- Les RDÉE facilitent souvent la communication entre la communauté et les gouvernements.

Quelques observations importantes :

- L'évaluation constate le début de la création d'une identité économique francophone pancanadienne comme un interlocuteur clé de l'économie canadienne;

Réalisations de RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Une section du rapport fait état de plusieurs accomplissements majeurs de RDÉE Île-du-Prince-Édouard. Les consultants les ont fait ressortir puisqu'ils étaient soit différents, uniques, innovateurs ou digne de mention pour diverses raisons. (À noter que plusieurs de ces projets sont discutés en détails dans ce rapport de réalisations.) Les consultants mentionnent plusieurs initiatives importantes :

- le programme PERCÉ, qui offre à des étudiants d'âge universitaire une expérience de travail et de mentorat dans leurs champs d'études chez un employeur de l'Île;
- l'outil d'évaluation LAVAG, qui sert à documenter toutes les actions prises pour réaliser les Plans Vision des six communautés de l'Île et du plan provincial.
- le développement du site web www.monile.ca qui encourage les gens de l'extérieur à venir s'installer à l'Île;
- l'établissement d'un réseau large bande;
- la création du guichet unique www.ilebranchee.ca;
- les programmes Jeunes millionnaires et Jeunes entreprises;
- la création de l'Alliance touristique acadienne et francophone de l'Î.-P.-É.
- le développement et l'appui du Carrefour d'immigration rural (CIR);
- la production d'une série de profils socioéconomiques pour les Comtés de Prince, Kings et Queens;
- les tournées promotionnelles de l'équipe dans toutes les régions;
- et l'appui à l'Association des femmes acadiennes et francophones de l'Î.-P.-É., notamment dans le projet du DVD « J'peux le faire ».

■ MESSAGE DES COPRÉSIDENTES DU CONSEIL CONSULTATIF

Le RDÉE toujours présent pour œuvrer au développement de la communauté



L'année 2007-2008 en fut marquée de réalisations majeures au sein de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. En plus d'un rapprochement considérable avec le nouveau gouvernement provincial, la communauté a aussi vu, entre autres, l'ouverture de son nouveau Centre Goéland, le lancement de son nouveau guichet de service www.ilebranchee.ca, l'offre de services entrepreneuriaux en français, l'incorporation de l'Alliance touristique acadienne et francophone de l'Î.-P.-É., une collaboration étroite avec l'industrie aérospatiale, la tenue d'un forum atlantique entre les RDÉE et l'APECA, l'organisation d'un forum communautaire-gouvernemental provincial majeur et la mise sur pied du premier Festival Acadiversité.

Si on examine chacun de ces projets majeurs, on verra que RDÉE Île-du-Prince-Édouard a joué un rôle, parfois mineur, mais souvent majeur, dans leur réalisation. Sans cet appui constant, bon nombre des projets réalisés n'auraient pas vu le jour ou n'auraient guère pu atteindre les niveaux atteints. De plus en plus, on se rend compte que le RDÉE est indispensable au développement économique de nos régions.

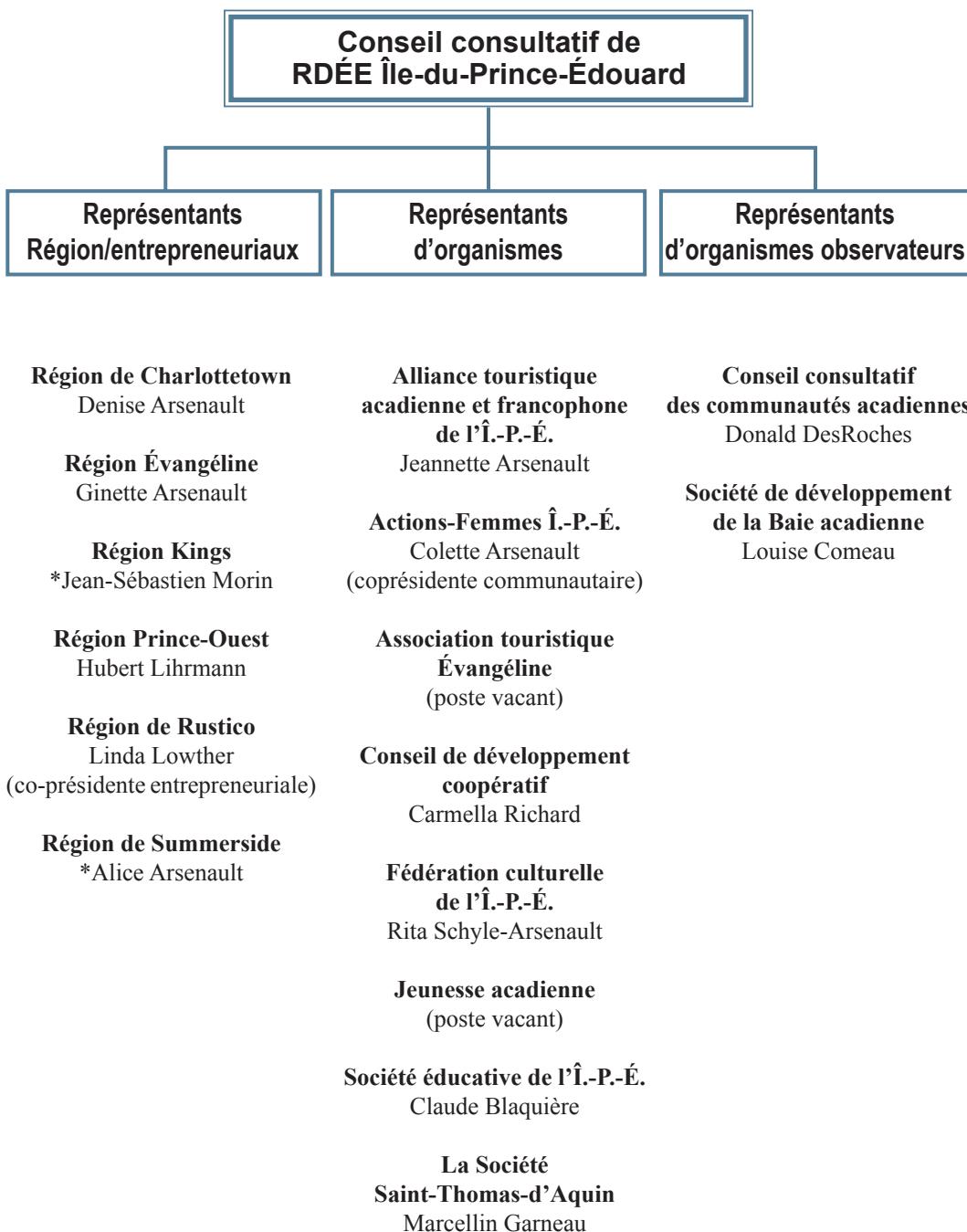
Le Conseil consultatif du RDÉE félicite et remercie sincèrement toute l'équipe du RDÉE pour ses vaillants efforts au cours de la dernière année et l'encourage donc à poursuivre sa mission de « favoriser le développement économique et la création d'emplois dans les communautés acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard » pour bien des années à venir. Merci aussi à notre organisme délégué, la Société de développement de la Baie acadienne, pour son appui constant.

Nos remerciements vont également aux bailleurs de fonds et plus particulièrement à Service Canada et à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour leur financement de base pour l'opération du RDÉE.

Colette Arsenault
Coprésidente communautaire

Linda Lowther
Coprésidente entrepreneuriale

■ MEMBRES DU CONSEIL CONSULTATIF



** Élus le 3 juin 2008. Ces deux complètent des mandats de conseillers qui n'ont pas pu compléter leur mandat, soit Stéphan Ruest et Gilles Desrosiers.*

■ MESSAGE DU GESTIONNAIRE

Portrait de 2007-2008, regard sur 2008-2011



L'année 2007-2008 fut très mouvementée au sein de RDÉE Î.-P.-É., tant au niveau du service aux entreprises qu'au niveau du développement économique communautaire.

Nous avons ajouté des éléments importants à notre boîte d'outils en établissant d'importants partenariats avec d'autres sociétés de développement anglophones de la province en plus de la Ville de Summerside. Nous avons aussi profité de l'année pour apprivoiser de nouvelles compétences internes en ce qui a trait aux services aux entreprises, et en ouvrant un nouveau bureau permanent dans la capitale provinciale. En date de ce rapport, nous comptons plus de 70 noms d'entrepreneurs, provenant d'un bout à l'autre de la province, sur notre liste de clients ayant fait appel à nos services, affirmant ainsi le grand besoin pour un tel service d'appui en français.

L'ajout du service aux entreprises en 2006-2007 n'a certainement pas réduit notre participation dans des projets de développement économique communautaire (DEC). Au contraire, l'équipe du RDÉE a œuvré à la réalisation de plus de 40 projets au cours des 12 derniers mois. Parmi ces initiatives, le RDÉE a poursuivi son rôle de tremplin entre la communauté et les gouvernements et agi à titre d'hôte de deux forums majeurs, soit un au niveau provincial et l'autre au niveau atlantique.

Nous maintenons des liens étroits avec les autres RDÉE au niveau atlantique et au niveau canadien en participant conjointement à des activités, études, plans et projets communs. Le Rapport Bisson, lancé ce printemps et visant à faire le bilan du réseau national des RDÉE (2002-2007), démontre bien que RDÉE Î.-P.-É. prend sa juste place et participe activement à la réussite du réseau national.

Le RDÉE poursuit constamment sa recherche d'alliances stratégiques pour favoriser l'épanouissement de notre communauté. Suite à un partenariat au niveau national, nous établissons présentement des liens étroits avec certaines SADC québécoises, notamment celle des Îles-de-la-Madeleine, qui font face à de nombreux défis similaires aux nôtres.

Le plan triennal en DÉC, qui sera complété en octobre 2008, dictera certainement la voie à suivre pour un développement durable de nos communautés pour les trois prochaines années. Parallèlement, nous entreprenons une stratégie pour assurer une plus grande présence dans toutes les régions acadiennes et francophones de la province. Grâce à nos liens avec les diverses agences et sociétés de développement et les centres scolaires-communautaires, nous avons déjà accès à des espaces de bureaux et de rencontres dans toutes les régions de la province.

Je veux profiter de cette occasion pour remercier la Société de développement de la Baie acadienne et le Conseil consultatif du RDÉE pour leurs précieux appuis et conseils au cours de la dernière année. MERCI à notre équipe de travail qui se donne corps et âme à la réalisation de leur mandat. Un merci particulier aussi à nos bailleurs de fonds qui, par leur financement, nous permettent de continuer à desservir la communauté et faire ce que l'on aime, soit appuyer nos communautés dans le développement local et global.

Économiquement vôtre,

Francis Thériault, Gestionnaire, RDÉE IPE

■ ÉQUIPE DU RDÉE

Au travail!

RDÉE Î.-P.-É. est composé d'une équipe de huit personnes dévouées au développement économique communautaire et entrepreneurial parmi les Acadiens et francophones de la province, soit quatre agentes de développement en plus d'une équipe de soutien.

Chaque agente de développement est assignée comme premier point de contact pour les clients provenant d'une ou deux des régions acadiennes et francophones de l'Île. Au cours de l'année 2008-2009, les agentes feront un effort particulier pour assurer une plus grande présence dans « leurs » régions. De plus, chaque agente est affectée à un domaine prioritaire (que l'on nommait anciennement « secteur d'intervention »).

Quelques changements sont survenus au sein de l'équipe au cours de la dernière année. Notre adjointe administrative aux finances, Simone Gallant, qui fut avec le RDÉE depuis plusieurs années, fut remplacée par Amy Richard. Janine Arsenault est revenue de son congé de maternité et a repris le poste d'agente de développement affectée au tourisme. Puis, Nicole Drouin agi maintenant à titre d'agente de développement affectée à l'économie du savoir.

AGENTES DE DÉVELOPPEMENT

Nom : Christine Arsenault
Régions : Charlottetown et Kings
Domaine prioritaire :
Employabilité et entrepreneuriat jeunesse

Nom : Janine Gallant
Région : Prince-Ouest
Domaine prioritaire : Tourisme

Nom : Giselle Bernard
Région : Évangéline
Domaine prioritaire :
Développement rural et urbain

Nom : Nicole Drouin
Régions : Summerside et Rustico
Domaine prioritaire : Économie du savoir

ÉQUIPE DE SOUTIEN

Francis Thériault, Gestionnaire

Amy Richard, Adjointe administrative aux finances

Raymond J. Arsenault,
Agent de communication et liaison

Yves Arsenault, Technicien informatique



L'équipe de RDÉE Î.-P.-É. est composée de : (assis, de la gauche) Yves Arsenault, technicien informatique; Francis Thériault, gestionnaire; Amy Richard, adjointe administrative aux finances; (debout) les agentes de développement Nicole Drouin, Christine Arsenault, Janine Gallant et Giselle Bernard; et Raymond J. Arsenault, agent de communication et liaison.

■ NOS SERVICES

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (DEC)

Le concept de développement économique communautaire repose sur les principes généraux suivants :

- la stimulation de la coopération et des partenariats;
- la création d'emplois durables et de nouvelles entreprises ainsi que l'expansion des entreprises existantes;
- la participation accrue de la communauté à son avenir.

RDÉE Île-du-Prince-Édouard offre à tous les groupes et organismes de la communauté acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. un appui dans les diverses phases de projets de DEC.

ÉTUDES : Recherches et analyses approfondies sur les marchés potentiels, les tendances actuelles, le profil de la communauté, etc.

PLANIFICATION : Développement et mise en œuvre d'un plan élaborant toutes les étapes de la mise sur pied du projet, y compris une attribution des responsabilités et un échéancier, etc.

MOBILISATION ET PRISE EN CHARGE : Assistance dans la motivation des partenaires et des joueurs clés afin de les encourager à prendre en main la mise en œuvre de leur projet et à former des partenariats stratégiques.

MISE EN OEUVRE : Assistance dans les nombreuses étapes de mise en œuvre du projet, y compris l'identification des sources de financement.

PROMOTION : Appui dans le développement d'une approche promotionnelle pour le projet.

ÉVALUATION : Assistance dans l'évaluation du projet afin de déterminer les éléments de réussites et les défis rencontrés en vue d'améliorer le projet en question et de mieux orienter des projets futurs.

DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

RDÉE Île-du-Prince-Édouard collabore avec bon nombre de partenaires communautaires et gouvernementaux pour livrer toute une gamme de services aux Acadiens et/ou francophones voulant établir ou agrandir une entreprise à l'Île-du-Prince-Édouard. Il pourrait donc vous aider avec une, plusieurs ou toutes les phases de votre projet entrepreneurial.

MISE SUR PIED D'ENTREPRISES : Assistance dans toutes les étapes de la mise sur pied de votre entreprise, y compris le développement de sa structure, l'enregistrement, la planification des affaires, etc.

ÉTUDES DE MARCHÉS : Analyses professionnelles du marché potentiel de votre entreprise, votre produit, votre service, etc.

CUEILLETTE D'INFORMATION
Obtention d'informations nécessaires sur l'industrie visée par votre projet, les lois et règlements qui s'y appliquent, les équipements et matériaux nécessaires, etc.

PLANS D'AFFAIRES : Développement de plans décrivant tous les aspects de votre entreprise : fonctionnement, financement, marchés visés, etc.

PLANS DE MARKETING : Développement de plans de mise en marché de votre produit ou service, etc.

FINANCEMENT : Assistance dans l'obtention du financement nécessaire pour démarrer votre entreprise.

AUTRES BESOINS : Veuillez nous parler de vos autres besoins et nous ferons notre possible pour vous assister.

■ SERVICE AUX ENTREPRISES

Espaces de bureau à Charlottetown



Caroline Landry, agente d'Entreprises Canada, accueille Francis Thériault, gestionnaire de RDÉE Î.-P.-É., à son nouveau bureau à Charlottetown.

Grâce à une entente conclue avec Entreprises Canada, RDÉE Île-du-Prince-Édouard a maintenant des espaces de bureaux dans l'Édifice Jean Canfield à Charlottetown. Le gestionnaire du RDÉE et les agents de développement y passent normalement plusieurs jours par semaine et se font un plaisir de rencontrer des clients sur rendez-vous.

Ce bureau servira particulièrement à l'offre de services d'appui entrepreneurial. L'entente permet à l'équipe du RDÉE d'accéder à une vaste gamme d'outils et d'informations d'Entreprises Canada qui nous permettront de mieux desservir les clients entrepreneuriaux.

Nos partenariats

Le RDÉE a profité de la dernière année pour élargir son répertoire de partenariats avec divers organismes, y compris des sociétés de développement anglophones, d'un bout à l'autre de la province afin de faciliter son offre de services au niveau provincial. Ceux-ci permettent l'échange de connaissances et de services à divers niveaux.

Certains de ces partenariats furent formalisés par la signature d'ententes tandis que d'autres sont des partenariats informels. Parmi les partenariats qui furent solidifiés au cours de la dernière année, on compte « Central Development Corporation » à Bédèque, « Ressources West » à Alberton, « Active Communities » à Montague, la Ville de Summerside, puis le bureau d'Entreprises Canada à Charlottetown. Ceux-ci s'ajoutent aux quatre partenaires formels établis au cours de l'année précédente.



Discutant la nouvelle entente de collaboration entre la « Central Development Corporation » et RDÉE Î.-P.-É., sont, de la gauche, Yves Régimbald, agent de développement de RDÉE Î.-P.-É.; Jeannette Arsenault, membre du Conseil d'administration de la CDC et du Conseil consultatif de RDÉE Î.-P.-É.; Norman Gallant, président du conseil d'administration de la CDC; et Shane MacDougall, directeur général de la CDC.

■ SERVICE AUX ENTREPRISES

Bon nombre d'entrepreneurs desservis

À chaque semaine, plusieurs entrepreneurs existants ou potentiels viennent cogner aux portes du RDÉE pour des services aux entreprises. Les chiffres démontrent le réel besoin pour un tel service en français. Le RDÉE est le seul organisme à offrir la pleine gamme de services en français d'un bout à l'autre de la province.

Faits intéressants

- Plus de 70 entrepreneurs potentiels ou existants ont demandé des services.
 - Plus de 75 % ont été de l'avant avec leur projet.
 - La vaste majorité des clients sont des micro-entreprises (employant 1-3 personnes) qui opèrent sur une base locale.
 - Quelques clients sont des entrepreneurs de marque de la province (employant de 10 à plus de 50 personnes).
 - Quelques clients touchent des marchés nationaux et internationaux.
- Nos clients proviennent des trois comtés de la province (et de l'extérieur de la province mais faisant affaires ici).
 - Nos clients touchent à une variété de domaines :
 - Agriculture
 - Construction
 - Restauration
 - Production artistique
 - Programmation Internet
 - Ventes
 - Production
 - Services
 - Etc.
 - Parmi les services les plus couramment demandés, on retrouve :
 - des conseils au niveau financier
 - de l'aide avec la préparation d'un plan d'affaires
 - une participation à des programmes comme « Aide au travail indépendant » (ATI).



RDÉE Île-du-Prince-Édouard a lancé, en septembre 2007, sa toute nouvelle trousse de l'entrepreneur, que ses agents de développement donneront dorénavant à tous leurs clients qui veulent se lancer en affaires ou qui veulent agrandir une entreprise existante. Giselle Bernard (à la gauche), agente de développement du RDÉE, remet une trousse à Johnny Gaudet de La Ferme Gaudet de St-Raphaël; en même temps, le gestionnaire du RDÉE, Francis Thériault, présente la valise à Sylvie Toupin de Fibre-Isle International.

■ SERVICE AUX ENTREPRISES

Sept entrepreneurs reconnus pour leurs contributions

Sept entrepreneurs, entreprises et personnes entreprenantes furent reconnus le 15 mars dernier, lors du Banquet des entrepreneurs 2008, pour leur contribution à l'économie locale et provinciale et pour leur dévouement communautaire.

Le banquet fut organisé par RDÉE Île-du-Prince-Édouard, en conjonction avec la Société de développement de la Baie acadienne. Quatre autres organismes, soit la Chambre de commerce acadienne et francophone de l'Î.-P.-É., le Conseil de développement coopératif, Actions Femmes Î.-P.-É. et l'Association touristique Évangéline, se sont joints à la soirée pour présenter des prix à des personnes ou entreprises méritantes.

Le RDÉE a présenté, pour la première fois, son nouveau Prix JEFLIPE (Jeune entrepreneur francophone de l'Î.-P.-É.) à Andy Gallant de Charlottetown et anciennement de Rustico.



Andy Gallant (au centre), natif de Rustico et vivant présentement à Charlottetown, a reçu le prix JEFLIPE 2008 (Jeune entrepreneur francophone de l'Î.-P.-É.) des mains du commanditaire Fred Martin (à la gauche), pharmacien-gérant de la Pharmacie Murphy de Wellington, et de Francis Thériault, gestionnaire de RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Les prix présentés étaient sous forme de belles peintures multicolores, peintes par l'artiste Lucie Bernadette Bellemare et conçues spécifiquement selon les intérêts particuliers des gagnants.



Les sept gagnants qui ont accepté des prix lors du Banquet des entrepreneurs 2008 étaient, de la gauche : Cédric Richard, président de la Coopérative des pêcheurs l'Acadienne; Ernest Arsenault, ancien gérant de la Coopérative de Wellington; Andy Gallant de Charlottetown et auparavant de Rustico; Évangéline Gallant, ancienne propriétaire de Chez Évangéline; Réjeanne Doucette, directrice du Centre Acadien de Prince-Ouest; Léo S. Arsenault, propriétaire semi-retiré de Lane Farm; et Gérald Arsenault, représentant son père Tilmon Arsenault, propriétaire retiré des Entreprises Cap-Egmont.

■ SERVICE AUX ENTREPRISES ET EN DEC

Quatrième année du programme PERCÉ



Donald Richard, un des 11 participants du programme PERCÉ de 2007, a fait son stage de travail comme technicien de son au Harbourfront Jubilee Theatre à Summerside.

Pour la quatrième année consécutive, le programme PERCÉ a aidé des jeunes de la province à trouver des emplois d'été qui sont directement liés à leur domaine d'études. PERCÉ permet non seulement aux étudiants d'acquérir de l'expérience pertinente, mais également d'établir des réseaux importants dans leur industrie. Cette année, le programme fut élargi; en fait, un partenariat a été formé avec *Resources West* afin d'offrir le programme à deux étudiants anglophones de la région Prince-Ouest. Ceux-ci se sont ajoutés au neuf francophones inscrits au programme.

Un des buts principaux de PERCÉ est d'inciter les jeunes à revenir à l'Île une fois leurs études

terminées, afin d'y faire vie et carrière. Lors d'une semaine d'orientation, les participants ont examiné les possibilités de carrières qui leur sont offertes. Ensuite, ils ont participé à 10-12 semaines de stage rémunéré et de mentorat avec un employeur de la province dans leur domaine d'étude.

Cette année, les participants ont travaillé dans des domaines très variés : sports, administration, orthophonie, optométrie, coordination d'activités pour les jeunes, éducation préscolaire, techniques d'intégration multimédia, soins de santé, technologie du son, comptabilité, ergothérapie et leadership en sports et loisirs.

■ SERVICE AUX ENTREPRISES ET EN DEC

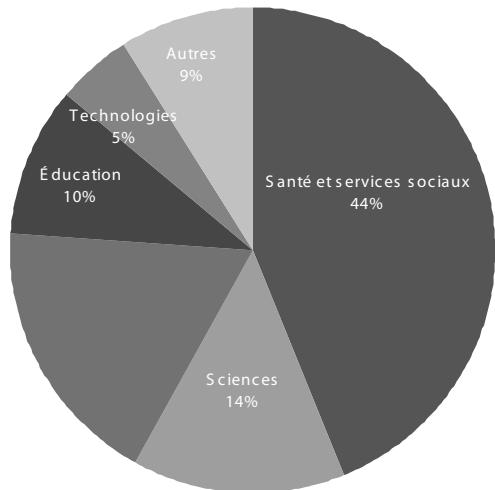
Quatrième année du programme PERCÉ... suite

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique a parrainé le programme encore cette année.

Pour l'année 2008, grâce à l'ajout de fonds de la province, on a pu doubler l'ampleur du programme pour l'offrir à 20 jeunes, soit 10 anglophones et 10 francophones.

Le Premier ministre Robert Ghiz était l'invité d'honneur et le conférencier à une réception tenue pour lancer la version 2008 de PERCÉ et pour célébrer le cinquième anniversaire du programme. Il a signalé qu'il est bon de sortir de la province pour acquérir de nouvelles aptitudes et expériences, mais qu'il est très important d'y revenir pour partager ses nouvelles connaissances avec les autres citoyens insulaires.

Domaines d'études des participants 2003-2008
Total de 57 participants



Lors d'une réception tenue récemment pour marquer le cinquième anniversaire du programme PERCÉ et le lancement de la version 2008 du programme, on aperçoit, de la gauche, le Premier ministre Robert Ghiz (conférencier invité), la participante Linda Hébert, Louise Comeau, la directrice générale de la Société de développement de la Baie acadienne (organisme hôte de PERCÉ), le participant Jean-Luc Poulin, et Caroline Landry, représentante de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

■ SERVICE AUX ENTREPRISES ET EN DEC

Nos « Jeunes millionnaires » lancent leur entreprise



Nathan Marcoux a fait un bon volume d'affaires l'été dernier avec son entreprise « Pots et confitures de l'Île », grâce à la formation reçue par l'entremise du programme « Jeunes millionnaires ».

Cette année, le programme des « Jeunes millionnaires » a appuyé 10 jeunes participants, provenant des régions de Charlottetown, Summerside et Évangéline, avec la mise sur pied d'une petite entreprise pendant la période estivale. Ces jeunes entrepreneurs ont fondé des entreprises pour produire et vendre, entre autres, des confitures, des légumes frais, des sacs en denim et des colliers. Les participants commencent en assistant à une série d'ateliers qui touchent les éléments de base du démarrage d'entreprises et la préparation d'un plan d'affaires. Ils reçoivent alors un octroi d'un

montant maximal de 100 \$ pour propriétaire unique et 150 \$ pour un partenariat. Ils commencent ensuite la production et finalement la vente de produits ou services. Au mois d'août, on organise une activité de groupe. On visite des entreprises pour donner l'occasion aux jeunes de rencontrer des entrepreneurs et leur poser des questions. Vers la mi-août, les jeunes participent à un dernier atelier sur l'art oratoire. À la soirée de reconnaissance, ils présentent leur petit discours devant les parents et invités et reçoivent un certificat de participation.

« Jeunes entreprises » : 200 jeunes en apprentissage

Plus de 200 jeunes francophones et francophiles d'un bout à l'autre de la province ont eu l'occasion cette année de participer à des sessions en entrepreneuriat, grâce au programme « Jeunes entreprises » (Junior Achievement). Le RDÉE a coordonné et facilité la livraison des sessions « Les études : un choix économie » (LEUCE) au plus vieux et « Initiation aux affaires »

(IAA) aux plus jeunes. Chaque programme demande un total de quatre heures de formation et animation.

LEUCE touche des sujets pertinents, tels l'importance d'obtenir une bonne éducation et le choix de carrière. IAA touche davantage les diverses facettes de l'entrepreneuriat.

■ SERVICE EN DEC

Le nouveau Centre Goéland ouvre ses portes!



Participant à l'ouverture officielle du Centre Goéland le 8 février étaient, de la gauche, Giselle Bernard, agente de développement de RDÉE Île-du-Prince-Édouard; Père Éloi Arsenault, fondateur du Centre Goéland et membre du comité de gestion; le Sénateur Gérald Comeau, représentant le gouvernement fédéral; Sonny Gallant, membre de l'Assemblée législative pour Évangéline-Miscouche, représentant le gouvernement provincial; et Père Eddie Cormier, membre du Conseil d'administration du centre.

Après plus de cinq ans de planification et de revendication, la communauté acadienne et francophone de l'Île a finalement pu célébrer l'ouverture officielle de son nouveau Centre Goéland au Cap-Egmont en février dernier.

Le projet de construction, d'une valeur de plus de 1,2 million de dollars, fut réalisé en vue de rendre plus intéressante et confortable l'expérience des clients qui souhaitent entreprendre une retraite de mieux-être ou une retraite spirituelle au centre moderne. Les travaux d'amélioration comprenaient la construction d'un nouvel édifice principal et l'ajout d'une nouvelle voie d'accès et de places de stationnement.

Le nouveau centre, malgré ses volets plus modernes, continue d'offrir une ambiance paisible, sûre et écologique. On pourra y desservir toute une gamme de clients, dont des groupes à vocation culturelle ou éducationnelle ou des groupes ayant des objectifs de développement des ressources



Le nouveau Centre Goéland.

humaines. Le centre peut maintenant accueillir une cinquantaine de personnes à la fois dans un milieu naturel et propice à la méditation pour des séances de réflexion et de planification. Le comité de gestion et la nouvelle gérante, Anne Arsenault, sont à développer un plan de marketing et de programmation. Le centre demeure très occupé depuis son ouverture.

RDÉE Î.-P.-É. est très content d'avoir pu participer de façon très active au développement de ce projet majeur.

■ SERVICE EN DEC

Le guichet unique provincial www.ilebranchee.ca est lancé

La communauté acadienne et francophone de l'Île a célébré le 29 février dernier le lancement officiel de son tout nouveau guichet unique/portail en ligne, www.ilebranchee.ca. Plus de 80 personnes ont assisté à une réception de lancement au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean à Charlottetown.

En plus de publier et diffuser des nouvelles et des offres d'emplois par l'entremise de sa section de manchettes et son bulletin virtuel quotidien, ce portail permettra aux organismes et aux gouvernements de s'échanger des

informations et des documents de tous genres et de se partager une vaste série d'outils gestion via un réseau intranet.

On a profité de la soirée pour expliquer son fonctionnement et pour honorer ceux qui avaient mis sur pied le projet original « une île branchée ». De plus, on a lancé un concours pour encourager les gens à s'abonner au bulletin. Le nouveau projet fut financé par l'entremise du programme Franccommunautés virtuelles d'Industrie Canada.



On aperçoit des représentants des partenaires principaux du projet lors du lancement. Ils sont, de la gauche, Alex Robert, président du Conseil d'administration du Carrefour; Francis Thériault, gestionnaire de RDÉE Île-du-Prince-Édouard, l'organisme qui a refait le portail; Bob Brewer, directeur régional Atlantique du secteur Spectre d'Industrie Canada; Edmond Richard, président de la Société Saint-Thomas-d'Aquin; et Claude Blaquièrre, directeur général de la Société éducative de l'Î.-P.-É.

■ SERVICE EN DEC

Le financement du CIR est renouvelé

Le projet pilote de Carrefour d'immigration rural (CIR) Évangéline, d'une durée de trois ans, s'est terminé à la fin de l'année fiscale. Heureusement, le financement du CIR a été renouvelé puisque les bailleurs de fonds sont très impressionnés des résultats atteints.

Le RDÉE est content d'avoir pu collaborer avec le Conseil de développement coopératif pour mettre sur pied ce merveilleux projet ainsi que pour fonder la Coopérative d'intégration francophone de l'Î.-P.-É., qui gère le CIR.

Sous la direction de Georges Monfray, le CIR continue à encadrer une équipe de travail énergique qui s'est lancée dans plusieurs projets au cours de la dernière année. Il faut bien sûr mentionner, entre autres, les missions européennes, des sessions d'information publique, des activités scolaires et le nouveau Festival Acadiversité, qui a fait fureur.

Au cours de la dernière année, le CIR s'est créé un partenariat solide avec les responsables du Secrétariat de la croissance démographique du gouvernement provincial.

L'objectif du CIR, c'est de préparer la communauté à accueillir des nouveaux arrivants et à faciliter l'intégration de ces gens dans la communauté. Au cours de la prochaine année, le CIR élargira ses services afin qu'ils puissent être également offerts dans la région



Mme Perpétue Muramutse, originaire du Rwanda mais vivant présentement à Montréal, fut de passage à l'Île pour offrir des sessions sur l'intégration des cultures. (Photo gracieuseté de La Voix acadienne.)

Prince-Ouest. Il continuera à développer sa stratégie d'accueil, continuera sa campagne de sensibilisation, reprendra son Festival Acadiversité et organisera une pièce de théâtre.



■ SERVICE EN DEC

L'Alliance développe un « passeport » touristique



L'Alliance touristique acadienne et francophone de l'Î.-P.-É., qui fut officiellement incorporée le 2 octobre 2007, est à développer son premier projet majeur, soit un passeport touristique francophone provincial. Dans les pages de ce petit livret, qui sera distribué aux visiteurs francophones, on y retrouvera des descriptions d'une dizaine d'entreprises et attraites touristiques qui participent à la promotion et qui garantissent

un service de qualité en français en tout temps. Les touristes seront encouragés à visiter chacune des attractions identifiées et d'y faire étamper leur passeport. Ceux qui obtiendront une étampe de toutes les attractions recevront alors une petite récompense. Le passeport, qui contiendra également d'autres informations touristiques sur l'Île, sera lancé à temps pour la saison touristique 2008.

D'autre part, l'Alliance espère pouvoir préparer un inventaire et une évaluation des entreprises touristiques francophones pour déterminer le niveau des services qui sont offerts en français.

RDÉE Î.-P.-É. fut impliqué dans toutes les démarches de l'Alliance, à compter de sa mise sur pied et du développement et de la mise en œuvre de son plan d'action.

Charlottetown est envahi de Francofolies

La première édition du festival Les Francofolies de Charlottetown, tenu sur deux jours, a eu lieu à l'été 2007. L'activité a connu un grand succès. Voulant solidifier et agrandir le festival, le groupe a approché le RDÉE, qui a appuyé le comité dans la préparation de demandes de financement, dans sa structuration et dans l'organisation de la version 2008 du festival.

L'événement de marque s'est une fois de plus déroulé sur la rue Richmond dans la section connue comme Victoria Row. Pendant trois jours au mois de juin, la rue entière fut décorée des couleurs de l'Acadie où l'on pouvait s'y régaler d'arts visuels et de musique acadienne.

Parmi les musiciens en vedette cette année, on comptait Mario Robichaud, Yves Lambert et le Bébert Orchestra, Vishten, Suroît, La Virée et Jean-François Breau. L'entrée à tous les spectacles était gratuite! Dans la galerie

Kier Gallery, on pouvait admirer des œuvres d'artistes acadiens, francophones et francophiles de la province.



La coordonnatrice des Francofolies, Ghislaine Cormier, examine le matériel publicitaire de l'événement avec le président Éric Godin, au centre, et le trésorier Martin Marcoux.

■ SERVICE EN DEC

Un plan DEC provincial de trois ans

RDÉE Î.-P.-É. développe annuellement un plan d'action interne pour guider ses interventions. En plus de ce plan régulier, le RDÉE a accepté, cette année, de préparer un plan de développement économique communautaire (DEC) provincial de trois ans, soit pour les années 2009-2012. Cette démarche répond ainsi à une résolution adoptée lors de la dernière assemblée générale annuelle de la Société Saint-Thomas-d'Aquin, demandant « que la SSTA prenne le leadership dans l'élaboration de stratégies de développement économique pour les communautés acadiennes et francophones de l'Île et que cette démarche comprenne une analyse et évaluation objective des interventions à caractère économique dans nos communautés ».

Il est envisagé que cette planification aboutira à un plan de développement qui identifiera des occasions d'affaires et autres besoins en infrastructure, développement des ressources humaines, etc., et s'inscrivant dans les orientations que la communauté se sera données. Pour ce faire, RDÉE Î.-P.-É., en collaboration avec ses partenaires communautaires, gouvernementaux et entrepreneuriaux, fera appel aux services d'un expert-conseil pour faciliter le processus.

La démarche commencera par une analyse approfondie de l'environnement (changements, tendances, défis, etc.) On effectuera ensuite des consultations auprès d'intervenants économiques

communautaires et d'entrepreneurs dans chacune des six régions acadiennes de l'Île, du Conseil consultatif de RDÉE IPE, des organismes provinciaux intéressés au développement économique, des collaborateurs gouvernementaux et des groupes d'intérêts en DÉC au niveau national (RDÉE Canada, SADC, etc.)

Troisièmement, en plus d'examiner les forces, faiblesses, défis et opportunités qui auront été identifiés, on analysera les besoins en matière d'infrastructure pour le développement économique dans les six régions (type d'infrastructure recherché, capacité requise, besoins en matière de services d'appui et connexes, etc.) De plus, on analysera les opportunités pour de nouvelles entreprises et des besoins de renforcement ou d'agrandissement d'entreprises existantes, puis on regardera à la capacité des ressources humaines et communautaires en matière de développement économique.

Un consortium d'experts conseils (formé de Shift Central, XO Consultants et Ronald Bisson et associé.e.s) rédigera alors un premier rapport intérimaire comptant un plan par région et un plan provincial pour fins de discussion et de validation par le comité directeur responsable de la planification. Finalement, le plan opérationnel de trois ans sera produit. Il est prévu que le processus entier devrait être complété à la fin octobre 2008.

La majorité des activités du Plan Vision ont été réalisées

Il ne reste maintenant qu'environ six mois sur le Plan Vision de cinq ans et la vaste majorité de ses projets ont été complétés. Ceux qui ne sont pas terminés sont majoritairement en voie de développement ou de mise en œuvre. Puis, ici et là, on en trouve certains qui ne furent pas entamés parce qu'ils ne sont plus pertinents pour diverses raisons, y compris des priorités

changeantes dans les régions. La Société Saint-Thomas-d'Aquin, qui agit comme organisme responsable de sa mise en œuvre, se penche donc sur le prochain plan de développement global. On doit donc bientôt évaluer le processus qui a été utilisé pour les Plans Vision et déterminer quels éléments ont pourrait réutiliser dans un futur plan.

■ COLLABORATION COMMUNAUTÉ-GOUVERNEMENTALE

Partages et échanges au Forum communautaire-gouvernemental



Au Forum communautaire-gouvernemental, de la gauche, Claude Blaquière, coprésident communautaire du CDRF, Rachel Clark McDermid, agente de développement culturel de Patrimoine canadien, Marcel Bernard, agent de développement communautaire de Développement et Technologie Î.-P.-É., et Marcellin Garneau, vice-président de la Société Saint-Thomas-d'Aquin.

Quatre-vingt-deux personnes, provenant de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard ainsi que des gouvernements fédéral et provincial, se sont rassemblées à Summerside le 20 février 2008 lors du premier Forum communautaire-gouvernemental. Organisé par le Comité de développement des ressources francophones (CDRF), un comité tripartite oeuvrant au développement économique communautaire et à l'épanouissement de la communauté acadienne, le forum fut une occasion pour partager des informations et pour discuter de collaborations et projets potentiels.

L'événement, qui fut coordonné par RDÉE Î.-P.-É. et Patrimoine canadien, a dépassé les attentes du CDRF. On y a accueilli des représentants de plus de 40 organismes communautaires et d'une vingtaine de ministères fédéraux et provinciaux. Bon nombre de gens ont indiqué leur satisfaction au niveau des

informations reçues lors des présentations et des contacts établis lors des sessions individuelles tête-à-tête. Il est certain que plusieurs projets concrets pourront en découler.

En début de journée, Edmond Richard, président de la Société Saint-Thomas-d'Aquin, a dressé un portrait de la communauté, de ses besoins et de ses priorités. Il a également offert des suggestions de mesures positives à prendre lorsque les gouvernements veulent faire affaire avec la communauté. Plusieurs ministères ont ensuite eu l'occasion de faire des présentations sur leurs programmes et services touchant les domaines demandés par la communauté, soit les emplois, la santé, l'éducation, le tourisme et le développement économique, technologique, communautaire et culturel-artistique. De plus, 12 ministères et deux organismes communautaires ont eu l'occasion de distribuer des informations dans des kiosques au forum.

■ COLLABORATION COMMUNAUTÉ-GOUVERNEMENTALE

Le Plan d'action du CDRF tire à sa fin

Il y a deux ans, le Comité de développement des ressources francophones (CDRF) s'était donné un plan d'action à quatre volets. La vaste majorité des actions du plan ont été atteintes ou sont en voie d'être complétées. Voici en somme les projets réalisés sous chaque objectif.

Objectif A : Partenariats et alliances stratégiques

- Établissement d'un guichet unique www.ilebranchee.ca
- Formation d'un comité de communication communautaire-fédéral-provincial
- Organisation et tenue d'un forum communautaire-gouvernemental
- Développement d'une fiche sur les mesures positives que devraient prendre les gouvernements quand ils veulent faire affaire avec la communauté.

Objectif B : Développement économique communautaire et entrepreneurial

- Établissement d'un service d'appui provincial pour les entrepreneurs francophones par le RDÉE
- Partenariats avec nombreuses sociétés de développement anglophones.

Objectif C : Immigration et jeunesse

- Les gouvernements provincial et fédéral ont accepté de continuer leur financement du CIR Évangéline, suite à la fin de son projet pilote de 3 ans. Cette initiative vise à promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants dans la région. Le programme sera agrandi pour couvrir d'autres régions de la province.
- Le programme PERCÉ a été agrandi pour la prochaine année, grâce à un financement continue de l'APECA et, pour une première fois, grâce à l'injection de fonds de la province.



Les coprésidents Claude Blaquière (communautaire) et Patrick Dorsey (gouvernemental).

Objectif D : Développement des capacités communautaires et innovation

La Société éducative a...

- mis sur pied le programme Leadership entrepreneurial communautaire (LEC)
- mis sur pied un programme de formation du personnel communautaire et des bénévoles en partenariat avec la SSTA
- obtenu de la province le statut officiel de collège communautaire de langue française
- développé des programmes novateurs en alphabétisation auprès des Acadiens et francophones des régions Évangéline et Prince-Ouest.

■ COLLABORATION ATLANTIQUE

Les RDÉE atlantique et l'APECA organisent un forum d'échange

Une cinquantaine de personnes se sont réunies à Summerside les 16 et 17 janvier pour participer au Forum d'échange atlantique, organisé conjointement par les quatre RDÉE des provinces de l'Atlantique et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. La rencontre portait comme thème « Harmoniser les efforts pour optimiser les résultats ». En plus de représentants des organismes partenaires, on y trouvait plusieurs autres ministères fédéraux et organismes communautaires.

Suite à un banquet le premier soir, les délégués ont entendu le lendemain une présentation sur RDÉE Canada, des présentations sur les réalisations majeures des quatre RDÉE provinciaux et une présentation par l'APECA. En atelier d'après-midi, les participants ont

discuté de mécanismes et pistes de collaboration pour étoffer le plan d'action conjoint RDÉE-APECA.

D'autre part, un comité conjoint de l'APECA et des RDÉE atlantique s'est donné deux objectifs pour la période 2007-2009. Le premier objectif touche du partage de plans d'actions et d'informations au niveau économique et le deuxième de la contribution au développement économique et entrepreneurial durable.

La vision de ce comité conjoint est de créer un environnement où peut s'épanouir, au plan économique et entrepreneurial, la communauté acadienne et francophone du Canada atlantique. Son mandat est de mener des actions de collaboration pour renforcer les assises économiques de la dite communauté.



On aperçoit suite au banquet du forum, de la gauche : Louis-Philippe Gauthier, président du Conseil économique du Nouveau-Brunswick; Josée Dalton, gestionnaire de RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador; Francis Thériault, gestionnaire de RDÉE Île-du-Prince-Édouard; le conférencier Hermel Vienneau, vice-président de la région du Nouveau-Brunswick de l'APECA; Pierrette Williams, gestionnaire par intérim des Langues officielles et multiculturalisme de l'APECA; Louise Comeau, directrice générale de la Société de développement de la Baie acadienne; Yvon Samson, gestionnaire de RDÉE Nouvelle-Écosse; Roger Lavoie, directeur général de RDÉE Canada; et Johanne Lévesque, gestionnaire de RDÉE Nouveau-Brunswick.



sdba

**LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
DE LA BAIE ACADIENNE**



Vers un nouveau départ...

■ RAPPORT ANNUEL DE LA SDBA



But et mission de la SDBA

La Société de développement de la Baie acadienne de la région Évangéline à l'Île-du-Prince-Édouard est un organisme francophone qui, en collaboration avec des partenaires privilégiés et en suivant une planification stratégique, assure le développement économique en entreprenant des projets innovateurs. Elle offre des services d'appui aux entreprises privées, coopératives et communautaires existantes et en voie de développement afin de stimuler la croissance économique et de faciliter la transition vers la nouvelle économie. Elle encourage la mise en oeuvre de mécanismes provinciaux et nationaux pour le bien du développement socio-économique.

Territoire

Les activités de la Société se déroulent dans la région Évangéline de l'Île-du-Prince-Édouard, et peuvent s'étendre à toutes régions de la province où les Acadiens/Acadiennes et francophones résident, conformément au mandat de la SDBA comme organisme délégué du RDÉE.

Coordonnées

48, chemin Mill
C.P. 67
Wellington PE
C0B 2E0

Téléphone : 902-854-3439
Toll Free : 1-866-494-3439
Télécopieur : 902-854-3099

Site Web : www.sdbaippe.ca

■ MESSAGE DU PRÉSIDENT

Vers un nouveau départ

Nous arrivons à une fin ainsi qu'à un début pour la SDBA. Nous parlons d'une fin puisque nous avons terminé la phase de notre planification des trois dernières années et sommes au point de tout recommencer pour assurer un développement continu pour notre région. Et oui, nous parlons d'un début puisque la prochaine année en sera une de consultation et de planification alors que nous fixerons des objectifs aussi réalistes que possible pour faire suite à ce que nous avons déjà entamé. Nous devons réfléchir sur le développement de notre communauté pour les prochaines quelques années, c'est-à-dire de regarder plus loin que le bout du chemin que nous venons de faire, avec les yeux fixés au-delà de l'horizon, pour développer une vision à long terme.

Cette planification nous forcera d'évaluer les résultats atteints au cours des trois dernières années, d'analyser la pertinence de ces résultats dans un monde qui évolue constamment et de réfléchir avec la communauté sur les besoins et défis auxquels nous faisons face aujourd'hui et que nous envisagerons dans le futur.

Pourquoi ce genre de planification est important? La réponse est simple. Nous sommes dans un monde très compétitif et changeant sur tous les plans. Notre plus importante ressource, nos ressources humaines bilingues, est recherchée partout sur ce globe. Comment allons-nous attirer et retenir ces ressources dans nos communautés afin d'assurer la vitalité de nos régions? Que pourrions-nous faire pour maintenir une force ouvrière suffisante? Comment assurerons-nous la survivance de notre communauté rurale dans ce petit coin de l'Île-du-Prince-Édouard, dans ce grand pays sur une encore plus immense planète?

Dans ce monde parfois confondant, muni de possibilités énormes et offrant de multiples routes à choisir pour le développement de notre communauté, il est essentiel de bien cerner les enjeux, les défis et les meilleures pratiques afin de faire les meilleurs choix. Dans la prochaine



année, la SDBA s'adressera aux citoyens de cette région à savoir quel genre de communauté nous voulons bâtir pour nos futures générations et avec quelle vision. Nous invitons la communauté à y participer activement puisque c'est elle qui en vivra les résultats.

Stephen Arsenault, Président

Conseil d'administration de la SDBA

Stephen Arsenault

Président

Représentant du secteur entrepreneurial

Marcel Caissie

Représentant de la municipalité d'Abram-Village

Ronald Caissie

Vice-président

Représentant du secteur touristique

Audrey Gee

Représentante de la municipalité de Wellington

Louise Gallant

Secrétaire

Représentante du secteur agricole

Angèle Arsenault

Représentante du secteur coopératif

Poste vacant

■ MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Répondant aux besoins de la communauté



En 2005, la SDBA s'était fixée des objectifs sur trois ans en mettant l'accent sur trois cibles stratégiques dans le cadre du Plan Vision des communautés acadiennes et francophones de l'Île. Celles-ci étaient **le positionnement économique, la culture entrepreneuriale et l'adaptation et diversification de l'économie**. Dans le contexte de la réalité identifiée dans le Plan Vision en 2004, ainsi que la réalité de toutes nos régions à l'Île-du-Prince-Édouard, la SDBA a voulu exercer des efforts envers des objectifs qui adhéreraient aux recommandations

de ce plan et aux réalités des régions rurales de notre province, identifiées également par nos homologues anglophones ainsi que par nos instances gouvernementales.

Nous avons donc tenté de mettre en place des outils, des programmes, des pratiques et des modèles qui contribueraient aux solutions des défis auxquels nos communautés font face. Étant témoin de l'exode de nos jeunes, du phénomène de dénatalité, du vieillissement de la population, de la migration aux plus grands centres, de la diminution de la force ouvrière, la SDBA s'est rendue compte qu'il n'y avait qu'un chemin à prendre et ce fut celui de la proactivité pour tenter de pallier à ces défis.

Dans le bilan de notre dernière période de planification, c'est-à-dire depuis le début du Plan Vision jusqu'aujourd'hui, nous y trouvons des activités axées sur les résultats et endossées par la communauté. Nous sommes confiants que la communauté avait prit les meilleures décisions dans le contexte du jour et ce fut un plaisir pour la SDBA de travailler en partenariat avec divers organismes ainsi qu'avec les trois paliers de gouvernement. Vous trouverez dans ce rapport le bilan des initiatives entreprises pour tenter de répondre aux besoins identifiés par la communauté.

Je tiens à remercier le conseil d'administration pour son appui continué. Je veux aussi remercier très sincèrement l'équipe du RDÉE. Sans son énergie et ses capacités, nous n'aurions jamais pu atteindre les résultats dont nous avons atteints. Merci également aux gouvernements provincial et fédéral pour leurs appuis financiers et leur collaboration.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Louise Comeau'. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

Louise Comeau
Directrice générale

■ ÉQUIPE DE TRAVAIL

Une équipe bien occupée



L'équipe de la SDBA est composée, de la gauche, de Léona Bernard, coordonnatrice du programme PERCÉ, la directrice générale Louise Comeau et l'adjointe administrative Noella Richard.

La Société de développement de la Baie acadienne bénéficie des services de trois employé.e.s qui se tiennent toujours bien occupé.e.s : Louise Comeau – directrice générale, Noella Richard – adjointe administrative, Léona Bernard – coordonnatrice du programme PERCÉ

Partout dans l'Île où se trouvent des Acadiens et francophones, l'équipe du RDÉE vient compléter nos services selon les besoins.

Gestion d'édifices

La SDBA continue de gérer trois édifices importants à Wellington :

- a) **Le Centre d'affaires communautaire** loge les bureaux de la SDBA, l'équipe de RDÉE Île-du-Prince-Édouard, les bureaux d'Accès Île-du-Prince-Édouard et de la Division des Affaires acadiennes et francophones de la province, les bureaux et salles de classes du Collège Acadie Î.-P.-É., les bureaux du Conseil de développement coopératif, de MindSWEEP, et de la firme comptable Schurman Sudsbury et associés, ainsi qu'une espace pour l'Association touristique Évangéline.
- b) **La Place du Village** héberge le magasin du PEI Liquor Control Commission, les bureaux des Services de carrière, The Cooperators et des avocats Key McKnight, la Pharmacie Murphy's et Café Plus. L'épicerie de la Coopérative de Wellington est attachée à cet édifice.
- c) **La Promenade acadienne** sert à l'incubation de nouvelles entreprises en plus d'héberger d'autres commerces. On y trouve présentement Le Magasin général et The Horse Shack. C'est ici aussi que se trouvent les bureaux de la Coopérative d'intégration francophone de l'Î.-P.-É.

■ ACTIVITÉS DU PLAN D'ACTION

Mise en oeuvre du plan d'action 2007-2008

1. Gestion des infrastructures

On a d'abord effectué des rénovations majeures à la Place du Village. (Voir page 29.) On cherchait ensuite, cette année, à louer les espaces vides qui se trouvaient dans les édifices gérés par la SDBA. On a donc loué une espace dans la Place du Village à la Pharmacie Murphy's. Dans la Promenade acadienne à Day's Corner, des participants au programme d'incubation ainsi que d'autres entreprises et les bureaux du CIR occupent la balance des espaces.

2. Démarchage politique et communication fréquente auprès des instances gouvernementales

On participait à plusieurs rencontres avec des ministres, sous-ministres, élus et hauts fonctionnaires provinciaux et fédéraux, au besoin, en vue de faire avancer certains dossiers. On a donc atteint une bonne collaboration des deux niveaux du gouvernement afin d'obtenir des fonds pour plusieurs projets et programmes. De plus, on note un bon appui et une bonne participation des gouvernements au Forum communautaire-gouvernemental ainsi qu'au Comité de développement des ressources francophones (CDRF). La province s'ouvre davantage à collaborer avec la communauté acadienne et francophone de l'Île.

3. Gestion et encadrement des ressources humaines et financières

Le carnet des employés fut mis à jour assurant que les politiques contenues dans le carnet sont respectées. Les descriptions de tâches furent clarifiées et on a procédé à une évaluation des employés. On est ravie de notre équipe compétente qui donne un bon rendement. Les employés connaissent mieux leurs forces et faiblesses, ce qui les appuie dans le développement de leurs compétences. L'équipe a participé à quelques journées de développement professionnel.

4. Rapports financiers à jour et consolidation des prêts.

Cette année, le conseil a choisi de restructurer ses finances afin d'alléger l'impact sur les

ressources financière et diminuer considérablement les paiements mensuels.

5. Création d'alliances stratégiques et de partenariats

(Voir page 9.)

6. Évaluation annuelle de l'impacte de la SDBA

On remarque une participation à un nombre accru d'initiatives de développement économique communautaire (services aux entreprises, projets communautaires, formation, développement d'outils).

7. Exploration de la possibilité de développer un parc éolien et d'une manufacture de granules de bois.

(Voir page 32.)

8. Mise en place d'un programme de mentorat.

La SDBA a participé à la mise sur pied du programme LEC (Leadership entrepreneurial communautaire), en collaboration avec la Société éducative de l'Î.-P.-É. et d'autres partenaires. Ce programme de 10 mois comprenait six modules de formation. Les personnes inscrites participaient à des sessions en classe, bénéficiaient du mentorat, faisaient de la veille stratégique et participaient à une communauté de pratique. Sept personnes ont complété le programme et ont été certifiées.

9. Réactivation du programme d'incubation d'entreprises

La SDBA a renouvelé ce programme. Des clients en bénéficient présentement.

10. Participation au développement d'un programme de succession.

(Voir page 31.)

N.B. : La SDBA avait deux autres activités dans son plan d'action, soit de travailler envers le développement d'une initiative touristique à valeur ajoutée au secteur de la pêche et d'effectuer un sondage sur les besoins d'infrastructures dans la région. Des efforts préliminaires ont été entamés mais aucun résultat à rapporter à l'instant. Ces activités seront repoussées à la prochaine année.

■ ACTIVITÉS DU PLAN D'ACTION

La Place du Village rénovée et modernisée

Au cours de la dernière année, le centre commercial Place du Village à Wellington, dont la SDBA en est le propriétaire, fut rénové et modernisé, à l'intérieur comme à l'extérieur. Entre autres, on a complètement refait les entrées, changé les fenêtres et installé un nouveau revêtement extérieur.

On a agrandi le complexe d'environ 2500 pieds carrés, à l'extrémité de la Coopérative de Wellington, pour mieux répondre aux besoins de la clientèle locale. La coopérative a prit avantage de cette phase de rénovation pour refaire ses propres espaces, pour se construire de

nouveaux bureaux et pour changer ses étalages. À l'intérieur du centre, on remarque également beaucoup de rénovations et un corridor élargit dans la section menant à la coopérative et aux toilettes. En somme, l'édifice est bien plus attrayant, grâce à ses nouvelles couleurs et son nouveau « look » chic et moderne.

Les contributions de l'APECA, Service Canada et le Gouvernement de l'Î.-P.-É. envers ce projet s'ajoutent à 786 634 \$. Il restait une balance de 85,940 \$ à couvrir, dont la SDBA et la Coopérative se sont partagés la responsabilité hypothécaire.



Après les rénovations.



Avant les rénovations.

■ ACTIVITÉS DU PLAN D'ACTION

La région Évangéline accueille une nouvelle pharmacie



Fred Martin, le pharmacien gérant du nouveau magasin de Murphy's Pharmacies à la Place du Village à Wellington, et son assistante Sarah Paynter se font un plaisir d'accueillir et de servir les clients.

La région Évangéline avait grandement ressenti la fermeture de l'ancienne pharmacie à Wellington, plus de deux ans passés. Plusieurs partenaires de la communauté avaient tenté de négocier avec diverses pharmacies à venir s'installer dans la région.

Ce fut donc avec joie que les gens ont accueilli la nouvelle que la SDBA avait conclu une entente avec Murphy's Pharmacies pour venir s'installer dans le centre commercial Place du Village. La pharmacie y a ouvert ses portes le 11 février 2008, offrant un service complet de dispensaire d'ordonnances (prescriptions) ainsi que de médicaments en vente libre du lundi au vendredi. En peu de temps, la communauté y s'est rendue pour ses achats d'ordonnances.

Le fait d'avoir une pharmacie dans notre propre communauté veut dire que nos aînés, nos jeunes familles et notre population entière n'auront plus à voyager à Summerside pour obtenir leurs médicaments.

De plus, nous souhaitons que cela nous donnera plus de poids dans nos démarches pour attirer un médecin dans notre région. La présence d'une pharmacie à Wellington devrait aussi encourager les gens de faire affaire avec les autres magasins et services de la Place du Village.

Le pharmacien bien connu Fred Martin de Maximeville fut embauché à titre de pharmacien gérant. Son assistante est Sarah Paynter de Kensington.

■ ACTIVITÉS DU PLAN D'ACTION

La SDBA participe au projet S.O.S. Relève

Toute entreprise, qu'elle soit à ses tous débuts ou en existence depuis des décennies, devrait avoir un plan de succession pour assurer un transfert bien planifié de l'entreprise à un nouveau propriétaire, suite à la retraite, au départ ou à la mort subite du propriétaire. Convaincue de la nécessité de tels plans, la SDBA est devenue partenaire du projet S.O.S. Relève, un programme de formation en ligne pour entrepreneurs voulant se préparer un plan de succession. Les autres partenaires sont le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (Campus de Dieppe), l'Université Sainte-Anne et le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse.

S.O.S. Relève, qui fut lancé officiellement en avril 2008 à Halifax, N.-É., est un projet innovateur utilisant des approches originales pour guider les entrepreneurs acadiens et francophones du Canada, et de partout dans le monde, dans la planification de l'avenir de leur entreprise. Lors de la première phase du

projet, 12 entrevues d'entrepreneurs (dont trois de l'Île – Henri Gallant, Réjeanne Arsenault et Alfred Arsenault) ont été filmées. Ces clips de témoignages seront utilisés dans la formation.

Dans la deuxième phase, cinq formations en ligne, d'une durée de 10 heures chacune, ont été élaborées. Les cours touchent les thèmes suivants :

- le processus de réflexion relié à la planification de la relève
- l'état de santé de l'entreprise
- le choix d'un successeur
- les implications fiscales et légales de la planification de la relève
- et le plan de relève.

Ce projet a été rendu possible grâce à une contribution financière du Programme Franccommunautés virtuelles d'Industrie Canada. On peut en apprendre davantage sur S.O.S. Relève en visitant le site web www.sosreleve.ca.



Les partenaires du projet S.O.S. Relève, au lancement à Halifax, N.-É., sont, de la gauche : Pierrette Melanson du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, Campus de Dieppe, André Robert de l'Université Sainte-Anne, Louise Comeau de la Société de développement de la Baie Acadienne, Marie-France Prayal également de l'Université Sainte-Anne et Nathalie Poirier du Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse.

■ ACTIVITÉS DU PLAN D'ACTION

La SDBA étudie l'énergie alternative



La Société de développement de la Baie acadienne avait dans ses plans, depuis quelques années, l'intention d'étudier la production d'énergie alternative en vue d'aider à sa communauté à en bénéficier. Au cours de la dernière année, elle a donc exploré et étudié deux projets qui pourraient générer des bénéfices importants pour la région.

La première étude portait sur la mise sur pied d'une usine de production de granules de bois (wood pellets). Ces granules sont brûlées dans des fournaies spécialisées pour réchauffer des maisons et des édifices commerciaux. Elles laissent très peu de cendres et émettent très peu de polluants dans l'air. Le plus beau, c'est que la production des granules demande seulement des copeaux de bois, de la sciure (sawdust) ainsi

que des branches et du bois déjà coupé, tous des sous-produits supposément sans valeur à l'industrie forestière. Aucun besoin de détruire d'autres arbres. Il y a aussi possibilité de développer des granules utilisant des produits de l'industrie agricole (tels la paille, le foin et autres plantes). Il y a un marché grandissant ici en Amérique du Nord et en Europe pour ce type de chauffage. On est présentement en négociation avec un entrepreneur privé qui s'intéresse à devenir partenaire dans un tel projet.

Deuxièmement, on est à explorer la possibilité d'installer un parc éolien (wind turbine park) dans la région et plus précisément dans des terres boisées le long du Chemin Cannontown. Une tour y fut installée l'été dernier pour mesurer les vents dans ce quartier pour déterminer s'il y a assez de vent pour faire tourner les bras d'éoliennes et donc produire un volume assez élevé d'énergie du vent. Un comité de travail, formé de représentants des municipalités et paroisses de la région et d'autres partenaires clés (Alfred Arsenault, Aubrey Cormier, Père Éloi Arsenault, Robert Arsenault, Alcide Bernard et Roger Gallant), fut mis sur pied pour examiner toutes les dimensions d'un tel projet. Louise Comeau, Francis Thériault et Giselle Bernard siègent également et facilitent les démarches de ce comité. On a rencontré plusieurs firmes privées qui construisent et gèrent des parcs éoliens pour en apprendre sur les divers modèles et structures disponibles. Ce que le comité cherche, c'est de trouver un partenaire qui peut fournir de l'expertise et de l'expérience et qui est prêt à partager les profits du projet, de façon équitable, avec la communauté. On voudrait que les propriétaires des terrains puissent être compensés pour la location de leurs terres mais aussi que la communauté en générale puisse en bénéficier. Dès l'automne, le comité commencera une campagne d'information publique à ce sujet pour assurer que les citoyens sont bien informés lorsque viendra le temps pour eux de décider sur le futur du projet.

■ RÉALISATION DE NOS OBJECTIFS

Activités visant l'atteinte des objectifs 2005-2008

Suite à un processus intensif de recherche et de consultation dans le cadre de l'élaboration de sa planification stratégique 2002-2005, la SDBA avait choisi de mettre l'accent sur trois cibles stratégiques : le positionnement économique, la culture entrepreneuriale et l'adaptation et la diversification de l'économie.

Les efforts de la SDBA, au cours des trois dernières années, furent surtout dévoués à la mise sur pied de la base nécessaire pour assurer le positionnement visé. Afin de garantir le succès d'une mise en œuvre d'activités complémentaires à ce positionnement, il était nécessaire de mieux comprendre le profil de la communauté en termes de besoins de la clientèle d'affaires, de dotation d'infrastructures essentielles au développement économique communautaire et d'identification des capacités et des défis de nos ressources humaines afin de palier aux manques.

En considérant le principe de base que la plus grande richesse de nos communautés provient de ses ressources humaines, la SDBA a vu qu'un investissement dans celles-ci était de première importance. La SDBA a donc créé des alliances avec les organismes de sa collectivité et autres partenaires pour assurer, entre autres, la rationalisation de ses ressources et le partage de connaissances de ses membres.

C'est avec cette philosophie comme toile de fond que la SDBA énonce ses objectifs pour les trois prochaines années. Il est important de faire une suite logique par rapport aux trois dernières années puisque celles-ci agissent comme fondation à notre épanouissement comme collectivité.

L'objectif principal du développement durable pour la région Évangéline, tel que résumé dans le Plan Vision, est de « favoriser une approche de développement économique durable qui privilégie l'adaptation et la diversification de l'économie de la région Évangéline ».

Par ricochet, cet objectif se définit pour la SDBA par les 10 sous objectifs suivants. Nous vous présentons une mise à jour de ces objectifs en date du 12 décembre 2007.

1. Initiation d'activités qui inciteront nos ressources humaines à demeurer et revenir dans la région.

La SDBA a mis en place l'initiative PERCÉ, voulant sensibiliser, informer et séduire nos étudiants d'institutions postsecondaires aux opportunités et bienfaits de revenir dans nos régions après leurs études et aussi leur aider à se créer un réseau de contacts dans leur domaine d'études ici à l'Île.

Commençant prochainement notre cinquième année et ayant accueilli 38 étudiants postsecondaires jusqu'à date, nous pourrions sous peu recueillir des données démontrant les résultats de cette initiative. Le RDÉE a porté ce dossier et une ressource supplémentaire pour coordonner le tout fut également embauchée chaque année.

L'an dernier, nous avons également accueilli deux anglophones dans le programme. Nous visons 10 francophones et 10 anglophones pour l'été 2008. (Voir page 12 du rapport RDÉE.)

2. Positionnement de la Région Évangéline comme un milieu favorable à travailler et à vivre.

Un protocole d'entente fut signé avec le Conseil des ressources humaines de l'industrie aérospatiale de l'Î.-P.-É. exprimant une volonté de collaborer à accueillir les francophones qui viendront travailler à l'Île dans cette industrie et à participer à leur recrutement.

3. Participation aux efforts collectifs d'organismes et des gouvernements afin d'attirer des immigrants à notre région.

La SDBA, par l'entremise du RDÉE et en collaboration avec le Conseil coop, a joué un rôle important dans la mise sur pied du Carrefour d'immigration rural (CIR) dans l'espoir d'attirer des immigrants, surtout francophones, à la Région. On continue toujours de collaborer étroitement avec le CIR (Voir page 7.)

■ RÉALISATION DE NOS OBJECTIFS

Activités visant l'atteinte des objectifs 2005-2008... suite

4. Concertation avec des partenaires pour sensibiliser la population aux possibilités d'emplois ainsi qu'à la pénurie de certains métiers dans la région.

Ayant comme objectif de palier à cette pénurie, la SDBA a entreprise, en 2004, une étude approfondie des manques de ressources humaines francophones dans la province. Pour faire suite aux résultats, qui démontaient de graves manques dans le secteur des métiers, surtout à long terme, la SDBA s'est adressée à la Société éducative de l'Î.-P.-É. pour initier des formations dans les métiers les plus pressants. Les premiers cours doivent être offerts à l'automne 2008.

5. Implantation d'outils et de services nécessaires pour que les chances de succès chez nos gens d'affaires soient amplifiées.

Et

6. Facilitation de l'utilisation et de l'adaptation aux outils de la nouvelle économie pour les gens d'affaires et leur personnel.

La SDBA a obtenu le mandat et les fonds pour faciliter les services offerts aux entreprises et entrepreneurs par les agents du RDÉE pendant la dernière année. Grâce à l'APÉCA qui nous a assuré les ressources financières pour une première année de service, nous avons pu rendre service à une quarantaine d'entreprises, petites, moyennes et grosses dans les 6 régions acadiennes, pendant cette période et nous souhaitons que le financement continuera. La SDBA appuie également l'entrepreneuriat par un programme d'incubation et de mentorat pour les nouvelles entreprises et fourniture de l'espace à louer pour d'autres.

7. Appui au secteur touristique afin d'assurer un succès du positionnement conçu dans ce secteur.

Notre agente en tourisme du RDÉE a consacré énormément de temps et d'énergie à la mise sur pied de l'Alliance touristique acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. qui vient appuyer les entrepreneurs touristiques de langue française de la province. (Voir page 18.) L'équipe du RDÉE appuie également des initiatives touristiques dans la région en collaboration avec l'ATE

8. Négociation de projets de création d'emplois avec les gouvernements.

La SDBA a eu l'occasion d'entamer des discussions et de négocier avec les deux niveaux de gouvernement, souvent avec succès, pour l'obtention de divers projets.

Quelques exemples de ces négociations furent des projets qui ont eu un impacte sur le sort de nos régions, que ce soit en infrastructures, en études ou en formation.

On peut penser au Centre Goéland, à la revitalisation de la Place du Village, au projet PERCÉ, aux services aux entreprises, au projet large bande, au programme de stagiaires, pour en nommer que quelques-uns.

Un projet qui n'a pas connu de succès, même après maints essais, fut l'installation d'un centre d'appels dans la région; le manque de ressources humaines francophones pour ce genre d'emplois fut le déficit principal qui empêcha la réalisation d'un tel projet.

9. Établissement de programmes visant le développement de l'entrepreneuriat, y compris chez les jeunes et les femmes.

Les agents du RDÉE ont grandement contribué au développement de l'entrepreneuriat, notamment par le biais du service aux entreprises, des programmes jeunesse PERCÉ, Jeunes millionnaires, Jeunes entreprises et JEFLIPE, du développement du portail web www.monile.ca et du guichet de services communautaire www.ilebranchee.ca, d'une participation à la mise sur pied et l'orientation du journal « La Voie de l'emploi », et d'une collaboration aux initiatives pour femmes telles que « Femmes équité Atlantique » et « Équilibrer revenu, travail et santé ».

10. Évaluation annuelle des retombées économiques des activités réalisées

À chaque année, la SDBA et l'équipe du RDÉE font le bilan des retombées économiques pour la communauté. Ces résultats sont présentés dans le rapport annuel.